

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE du 14 MAI 2025**

**fixant des prescriptions complémentaires à la société ESKA  
pour ses installations exploitées situées au 34 RUE DE L'EXPANSION à ERSTEIN (67150)**

**AIOT : 0006701600**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND-EST  
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU le code de l'environnement, notamment le titre I des livres V de ses parties législatives et réglementaires ;
- VU l'arrêté ministériel du 23 novembre 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2791 (installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782) ;
- VU l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2012, autorisant la société ESKA à exercer ses activités relevant de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sur le site de ERSTEIN ;
- VU le dossier du 04 avril 2025 adressé au préfet du Bas-Rhin, par lequel la société ESKA notifie des modifications au sein de son établissement de ERSTEIN ;
- VU le rapport du 09 avril 2025 de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que la société ESKA a été régulièrement autorisée pour ses installations ;

CONSIDÉRANT que les modifications décrites par le projet susvisé consistent à l'installation d'un broyeur de métaux sur la plateforme de tri et de valorisation des déchets. Cette activité est soumise à la rubrique 2791-2 (DC) (Installation de traitement de déchets non dangereux) ;

CONSIDÉRANT que l'installation décrite dans le dossier susvisé du 04 avril 2025 a pour effet de contribuer à la valorisation des déchets sur le site ;

CONSIDÉRANT que le projet décrit, objet du porter à connaissance mentionné ci-dessus ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.I du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions de l'arrêté préfectoral modifié du 15 octobre 2012 doivent être complétées dans les formes prévues à l'article R. 512-46-17 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la nouvelle activité soumise à la rubrique 2791-2 (DC) nécessite une mise à jour du tableau constituant la liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées figurant à l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé du 15 octobre 2012 ;

CONSIDÉRANT que ce tableau précédé de la phrase «L'établissement comprend les installations classées répertoriées dans le tableau suivant» n'a vocation qu'à recenser les installations classées du site et non celles qui ne le sont pas ;

CONSIDÉRANT que le respect des prescriptions fixées ci-dessous est de nature à préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT en particulier l'absence des effets cumulés du projet avec ceux d'autres projets d'activités, ouvrages, travaux et installations existants ;

APRÈS communication au demandeur du projet d'arrêté ;

SUR proposition du directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement Grand Est,

### ARRÊTE

#### Article 1<sup>er</sup>

Le tableau de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé du 15 octobre 2012 est remplacé par le suivant :

N° de la rubrique	Intitulé de la rubrique	Nature et capacité totale des installations, observations	Régime ICPE
2560-2	Travail mécanique des métaux et alliages 2. Supérieure à 150 kW, mais inférieure ou égale à 1000 kW	300 kW	DC
2710-1a	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 1. Collecte de déchets dangereux. a. La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : Supérieure ou égale à 7 t	35 tonnes	A
2710-2a	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 2. Collecte de déchets non dangereux. a. Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant supérieur ou égal à 300 m <sup>3</sup>	700 m <sup>3</sup>	E
2711-2	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2719 2. Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1000 m <sup>3</sup>	300 m <sup>3</sup>	D
2712-1	Installation de stockage, dépollution, démontage découpage de véhicules hors d'usage (VHU) 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, La surface étant comprise entre 100 et 30 000 m <sup>2</sup> .	420 m <sup>2</sup>	E
2713-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets de métaux ou de déchets de métaux non dangereux d'alliages de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712 La surface de l'installation étant : 1. Supérieure à 1000 m <sup>2</sup>	S = 4500m <sup>2</sup>	E
2714-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. 2. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup> .	800 m <sup>3</sup>	D

N° de la rubrique	Intitulé de la rubrique	Nature et capacité totale des installations, observations	Régime ICPE
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793. 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t	8 tonnes	A
2791-2	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2791 : La quantité de déchets traités étant : 2. Inférieure à 10t/j	8 tonnes/jour Broyage de câbles	DC

Régime : A - autorisation ; E - enregistrement ; D - déclaration ; DC - installation soumise à contrôle périodique.

## Article 2

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral susvisé du 15 octobre 2012 restent inchangées.

## Article 3 - NOUVELLES PRESCRIPTIONS

La nouvelle activité, soumise à la rubrique 2791-2 (DC) (Installation de traitement de déchets non dangereux) est disposée, aménagée et exploitée conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier du 04 avril 2025 susvisé.

Elle respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 23 novembre 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2791 (installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782).

## Article 4 - MODALITÉS D'EXÉCUTION

### Article 4.1 – Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### Article 4.2 - Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### Article 4.3 - Sanctions

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives et pénales définies aux sections 1 et 2 du chapitre IV du livre V, titre 1<sup>er</sup>, du code de l'environnement.

### Article 4.4 - Mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

- **Article 4.5 - Voies et délais de recours**

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la Paix – BP 51038 – 67070 Strasbourg cedex) ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

- **Article 4.6 - Exécution**

- Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- la société ESKA ;

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'exploitant par courrier recommandé avec avis de réception et dont une copie sera adressée :

- au sous-préfet de l'arrondissement de Sélestat-Erstein ;
- au maire d'Erstein.

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général

Mathieu DUHAMEL